



Brésil(s)
Sciences humaines et sociales

1 | 2018
Comprendre la crise au Brésil

Une violence invisible ? La recrudescence des assassinats dans le Brésil rural

Uma violência invisível? A explosão dos assassinatos no meio rural brasileiro
An invisible violence? The increase of murders in rural Brazil

Susana Bleil



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bresils/3071>
DOI : 10.4000/bresils.3071
ISSN : 2425-231X

Éditeur

Editions de la maison des sciences de l'homme

Édition imprimée

ISBN : 978-2-7351-2065-9
ISSN : 2257-0543

Référence électronique

Susana Bleil, « Une violence invisible ? La recrudescence des assassinats dans le Brésil rural », *Brésil(s)* [En ligne], 1 | 2018, mis en ligne le 27 septembre 2018, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bresils/3071> ; DOI : 10.4000/bresils.3071

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.



Brésil(s) est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Une violence invisible ? La recrudescence des assassinats dans le Brésil rural

Uma violência invisível? A explosão dos assassinatos no meio rural brasileiro
An invisible violence? The increase of murders in rural Brazil

Susana Bleil

LES GABRIELENSES DISENT NON À L'INVASION ET
À CEUX QUI LA SOUTIENNENT
Peuple de São Gabriel, ne permets pas que ta ville,
si bien conservée durant des années, soit
maintenant maculée par les pieds difformes et
sales du bas-fond de l'espèce humaine. São Gabriel,
qui n'a jamais côtoyé la misère, va maintenant
devoir abriter ce qu'il y a de pire au sein de la
société. Nous ne méritons pas que cette masse
pourrie, manipulée par une demi-douzaine de
lâches qui se cachent derrière de petites étoiles sur
la poitrine, vienne amener le vol, la violence, le
viol et la mort. Ces rats doivent être exterminés.
Cela va faire mal, mais aux grands maux, les
grands remèdes. Il faut que le sang coule pour que
nous puissions montrer notre courage. Si tu
cherches la paix, prépare la guerre, c'est
seulement ainsi que nous allons donner l'exemple
au monde qu'à São Gabriel il n'y a pas de place
pour les sans-travail.
Ici, c'est le lieu d'un peuple organisé, travailleur et
productif. Notre ville est un lieu d'opportunités
pour ceux qui veulent produire et il n'y a pas de

place pour les ivrognes, la basse classe, les
vagabonds et les mendiants.
Si toi, ami 'gabrielense', tu possèdes un avion pour
le travail agricole, pulvérise la nuit 100 litres
d'essence à partir d'un avion en rasant les
campements et les bâches des rats. Il y aura
toujours une chandelle allumée pour finir le travail
et les exterminer.
Si toi, ami 'gabrielense', tu es le propriétaire des
terres à côté du campement, utilise n'importe quel
fongicide que tu utilises pour laver le bétail dans
l'eau qu'ils utilisent pour boire, le rat lorsqu'il a bu
du poison boit encore davantage.
Si toi, ami 'gabrielense', tu possèdes une arme de
chasse calibre 22, tire de ta voiture en direction du
campement, le plus loin possible. La balle peut
toucher la cible même à 1200 mètres de distance.
MORT AUX RATS. VIVE LE PEUPLE DE SÃO
GABRIEL¹

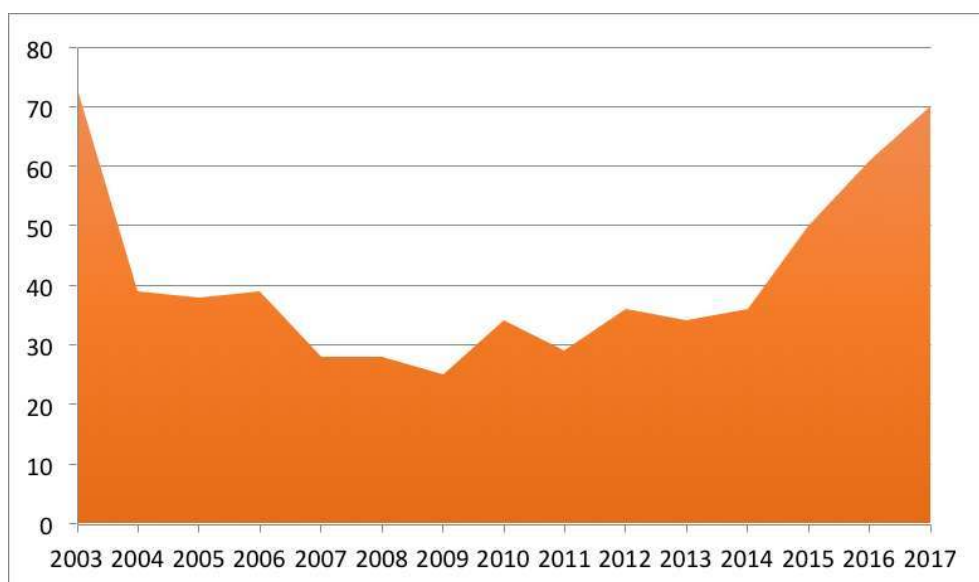
- 1 Ce tract anonyme a été diffusé dans l'espace public en juillet 2003, au Sud du Brésil, à la suite d'une marche de 800 personnes organisée par le Mouvement des travailleurs ruraux Sans terre (Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra - MST) vers la ville de São Gabriel. Peu avant, le MST avait décidé d'occuper un *latifundium* voisin de cette ville et d'y installer 500 familles Sans terre. La zone visée - cinq fermes d'une superficie totale de 13 000 hectares - avait fait l'objet d'une enquête de l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária - INCRA). Compte tenu de sa situation irrégulière², elle devait être rachetée par l'État et utilisée pour la réforme agraire. D'après la Constitution de 1988, toute terre qui ne remplit pas sa fonction sociale (être productive) peut en effet être préemptée pour la réforme agraire. Quelques semaines après la publication du rapport de l'INCRA, le Tribunal Supérieur Fédéral (Supremo Tribunal Federal - STF) instaura toutefois une mesure interdisant toute procédure visant à supprimer les droits du propriétaire, Monsieur Southall, sur ces terres. À la suite de cette manœuvre politique, le rapport établi par des experts de la question agraire devint lettre morte.
- 2 Cette affaire souligne au moins trois caractéristiques de la culture sociopolitique brésilienne. Tout d'abord, l'injustice et l'archaïsme qui caractérisent certaines pratiques de l'État brésilien³. Au Brésil, la modernité est confrontée à la présence d'une réalité fort ancienne. Autrement dit, le pays conserve toujours des traces du passé colonial (Prado Jr. 1986 [1942], 11). Le droit à la propriété de la terre est encore réservé à une partie infime de la population et les inégalités semblent une norme insurmontable. Ensuite, le tract met en évidence la haine des propriétaires terriens vis-à-vis de la population rurale qui milite pour la réforme agraire. Confrontés au risque de perdre des droits qu'ils considèrent comme acquis, les propriétaires ne se contentent pas de répondre sur le terrain politique, mais menacent et appellent, comme dans une guerre, à anéantir « l'ennemi » (Bruno 1997, 44-92). Enfin, cette affaire rend visible l'étendue du pouvoir des juges qui siègent à la Cour suprême, alors même que Luís Inácio Lula da Silva, tout juste arrivé au pouvoir, s'était déclaré favorable à l'action de l'INCRA et à la récupération de ces terres par l'État⁴.

- 3 Durant les 12 années au cours desquelles le PT a gouverné le Brésil, la violence n'a assurément pas cessé d'exister en milieu rural. L'assassinat de Sœur Dorothy M. Stang, une religieuse américaine, le 12 février 2005, au cœur de l'Amazonie brésilienne, par deux hommes de main mandatés par des grands propriétaires terriens, est emblématique d'une violence présente au quotidien, comme la survivance d'une pratique ancienne. Cette pratique est un métier exercé par des pauvres, payés par des riches, à l'encontre de pauvres, comme s'il ne restait que deux options aux « sans propriété » : soit être travailleur rural (ou journalier) soit tueur à gage. La littérature a bien décrit la vie des familles démunies en milieu rural, comme l'a fait Jorge Amado dans l'un de ses romans : « Tu sais ce que tu vas devenir réellement sur les champs du Colonel ? Tu vas être travailleur dans les champs ou homme de main ? L'homme qui n'est pas capable de tuer ne vaut rien pour le Colonel » (Amado 1996 [1942], 12-13).
- 4 Historiquement, l'impunité généralisée a fonctionné comme un stimulus à la violence. Une étude réalisée dans le Sud de l'État du Pará, il y a plus de 20 ans, montre que, sur 1 630 cas d'assassinats de paysans, d'autochtones et de leaders ruraux, 20 seulement ont donné lieu à des poursuites judiciaires (Rezende Figueira 1994 [1992], 159-162).
- 5 Dans cet article, notre propos est d'analyser les conséquences de la destitution de la présidente Dilma Rousseff (le 31 août 2016) sur les populations pauvres en milieu rural brésilien. Nous verrons que la situation, qui était déjà précaire, est devenue alarmante, avec l'augmentation des assassinats ayant pour cible plus de trois personnes, qualifiés de « massacres » selon la définition de la Commission pastorale de la terre (Comissão Pastoral da Terra – CPT). Pour ce faire, nous analyserons des données relatives à la violence en milieu rural durant cette période, puis nous tenterons de comprendre les racines de ce phénomène.

L'augmentation de la violence en milieu rural

- 6 Selon la CPT, le nombre de personnes assassinées en milieu rural était de 61 en 2016 et 70 en 2017. Ce chiffre est en nette progression. Le Brésil n'avait pas connu une telle catastrophe humanitaire depuis 2003. On constate que les victimes (autochtones, *quilombolas*⁵, *posseiros*⁶, *assentados*⁷) vivaient surtout en Amazonie, dans l'État du Pará où, toujours selon la CPT, un assassinat lié au différend pour la terre est perpétré tous les 6 jours. Durant la même période, les tentatives d'assassinats ont quant à elles augmenté de 66 % et les menaces de mort de 13 %. Mais c'est surtout la « manière de tuer » qui impressionne, la mort collective étant en nette hausse durant cette période.

Graphique 1 – Évolution du nombre annuel d'assassinats en milieu rural (2003-2017)



Source : Centre de documentation Dom Tomás Balduino (CPT)

Une situation limite : la banalisation des massacres

- 7 Depuis l'accession au pouvoir de Michel Temer, le pays connaît un nombre croissant de massacres en milieu rural. En 2017, 40 % des victimes ont péri lors d'un massacre et quatre massacres ont à eux seuls fait 29 morts⁸. Deuxième constat : l'acte de tuer prend désormais des contours politiques et les corps sont porteurs d'un message. Lors du massacre de Pau D'Arco, par exemple, les cadavres ont été découpés, brûlés et défigurés, ce qui dénote d'actes de torture envers les victimes. Ce phénomène qui associe torture et mort dans un climat de violence « légitime » (de fait, il n'y a eu ni émotion ni protestation nationale) rappelle les heures sombres de la dictature militaire.
- 8 Revenons sur les événements à Pau D'Arco. Tout commence par un conflit entre l'INCRA et l'Institut de Terres du Pará (Instituto de Terras do Pará – ITERPA) concernant la propriété de la ferme Santa Lúcia. Le représentant du gouvernement fédéral (INCRA) avait déjà annoncé que cette ferme devait être employée pour la réforme agraire. Mais l'ITERPA n'avait pas accepté le rapport technique de l'INCRA et préféré croire à la légalité des documents présentés par « les dits propriétaires » de la fazenda. Décidées à faire pression sur l'État du Pará, des familles sans terre entrèrent et campèrent dans la ferme. Le 24 mai 2017, au prétexte d'un mandat de prison préventive, 29 policiers militaires et civils de la ville de Redenção s'introduisirent dans la ferme. Peu après, ils se séparèrent et un groupe resta sur place. 17 policiers pénétrèrent dans le bois où se cachaient les familles et tirèrent sur elles à bout portant. 10 personnes (une femme et neuf hommes) furent exécutées à l'intérieur de la ferme, deux autres blessées. Par la suite, ces policiers ont été accusés par le Ministère Public⁹ du Pará (Ministério Público do Estado do Pará – MPPA) et mis en prison sur décision du juge de Redenção. Selon le représentant du MPPA, Leonardo Jorge Lima Caldas, les policiers n'avaient pas l'intention d'appliquer un mandat d'arrêt et de conduire les familles en prison, mais bien de procéder à des exécutions :

Ici, dans le sud du Pará, nous avons l'impression de vivre dans un État parallèle. Ici, l'État est absent. La population se sent privée de services publics. Privée de sécurité. Avec ce sentiment, la population pense avoir le droit d'avoir des armes. Le droit de faire justice par ses propres moyens. Si l'État n'est pas présent ici, nous allons avoir encore de nombreux conflits.

- 9 Et il fait une sombre prévision : « Pau D'Arco ne sera pas le dernier massacre »¹⁰. Un an après les faits, on ignore encore qui étaient les commanditaires du crime. Selon des rumeurs, les propriétaires de la région auraient participé à une collecte pour payer « les services » des policiers¹¹.
- 10 Non seulement le nombre d'assassinats augmente depuis 2016, mais le pays est confronté à un renforcement de la « violence institutionnelle ». Le dysfonctionnement de l'appareil judiciaire se traduit notamment par l'incarcération d'activistes et de militants, sans aucune preuve, hormis le témoignage de quelques personnes, souvent cooptées à cet effet. L'incarcération du prêtre José Amaro Lopes de Sousa le 27 mars 2018 en est un exemple. Membre de l'équipe de la CPT dont Sœur Doroty faisait partie à Anapú, il était menacé de mort depuis 2001. Accusé d'invasions illégales de terres et d'extorsions de fonds, il est resté trois mois en prison, avant d'être libéré le 29 juin 2018. Il attend depuis la conclusion de son procès. Les sœurs de Notre-Dame de Namur qui travaillent avec lui ont pourtant témoigné de son innocence. Pour ces dernières, le prêtre Amaro est un fervent défenseur des droits de l'homme, haï de ceux qui exploitent la région et de ceux qui ferment les yeux sur leurs crimes. Cette situation chaotique en Amazonie est incontestablement liée à la politique de l'État qui intervient peu et laisse dégénérer les conflits jusqu'à un stade critique, contribuant ainsi à l'augmentation du niveau de violence dans la région.

Des politiques au service du capitalisme agraire

- 11 Les politiques menées par le gouvernement depuis 2016 expliquent en partie les fortes tensions auxquelles sont soumises les populations d'Amazonie. Le 13 mai 2016, alors que Dilma Rousseff attendait la suite de son procès, le gouvernement provisoire décréta la suppression du Ministère du Développement Agraire (Ministério do Desenvolvimento Agrário – MDA), qui était en charge de la réforme agraire et de l'agriculture familiale (responsable de 70% des aliments consommés au pays). Selon l'ancien ministre Guilherme Cassel (PT), il s'agit non seulement d'un acte de cruauté mais aussi d'un total mépris pour la réforme agraire, inscrite dans la Constitution Fédérale de 1988. Le 26 novembre 2016, alors que Michel Temer était déjà président, la suppression de l'*ouvidoria agrária* (bureau de médiation agraire) provoqua la perplexité des acteurs sociaux. Cette institution, créée après le massacre d'Eldorado dos Carajás en 1996, avait pour fonction d'en éviter d'autres. Ses agents avaient pour mission de réaliser la médiation entre des acteurs en conflit qui savaient où chercher de l'aide et qui étaient écoutés.
- 12 D'autres facteurs peuvent expliquer l'ampleur de la violence dans l'État du Pará. D'une part, comme le souligne Carlos Bodaro, député (PT) et président de la commission des droits de l'homme à l'Assemblée législative du Pará, la violence est le résultat de la *grilagem* (technique d'appropriation illégale de terres fondée sur la falsification de titres de propriété ou des registres du cadastre). L'étude réalisée par le Tribunal de Justice du Pará souligne l'ampleur des dysfonctionnements : « Les terres en situation irrégulière doivent être dénoncées. Les conflits ne vont pas diminuer. Au Pará, il existe plus de mille

'faux' titres de propriété. Les titres en circulation correspondent à quatre fois la superficie de l'État du Pará » (CPT, 2017). D'autre part, on observe depuis 2013 un intérêt croissant pour les terres en Amazonie. La course pour la terre, présente depuis les débuts de la colonisation portugaise, revient en force depuis la crise de 2008. Le capital financier achète des terres ou participe au déboisement de la forêt et, partant, à la privatisation des terres publiques en Amazonie. Par ailleurs, on constate une banalisation de la corruption liée à la propriété des terres depuis 2009. Avec le programme *Terra Legal* (« terre légale »), le crime de déboiser entre dans « la norme » (Flexor, Georges & Sergio Pereira Leite 2017). Pour devenir propriétaire, il suffit bien souvent de déboiser une terre publique puis de régulariser le terrain, au risque d'une forte dégradation de l'environnement (Torres, Doblaz & Fernandes Alarcon 2017).

Conclusion

- 13 « Mort aux rats ». Le tract cité en introduction de cet article atteste que la haine des propriétaires terriens envers les Sans Terre constitue, aujourd'hui encore, une menace pour la vie des populations pauvres qui luttent pour la terre au Brésil. Depuis la destitution de Dilma Rousseff, le nombre de massacres augmente : un climat d'extrême tension s'installe dans les régions rurales au nord du pays, dont les autochtones, les *quilombolas*, les travailleurs ruraux, les *assentados* et des leaders Sans terre sont les premières victimes.
- 14 Ceux qui vivent en Amazonie ont le sentiment de vivre dans un « monde à part », loin des règles et des lois présentes dans d'autres régions du pays. De fait, un an a passé sans que personne ne sache à qui appartient la ferme Santa Lucia, à l'origine du conflit qui a culminé avec le massacre de Pau d'Arco. L'État, par son absence, semble donner « son feu vert » aux massacres. À cet égard, deux faits sont particulièrement significatifs : d'une part, la complète stagnation du processus de réforme agraire (aucune famille n'a obtenu de terres en 2017) ; d'autre part, la suppression de deux institutions qui fonctionnaient comme médiatrices des conflits en zone rurale et comme soutien à l'agriculture familiale (Ministère du Développement Agraire et l'*ouvidoria agrária*).
- 15 La situation pourrait devenir encore plus problématique dans les années à venir si rien ne change, entraînant davantage de violence et de souffrance, compte tenu des conditions dans lesquelles vivent les populations Sans terre. Selon les données de la CPT, dans la région de Marabá, dans le sud et le sud-est du Pará, 160 fermes sont occupées par environ 14 000 familles. Dans tout le pays, ce sont près de 4,8 millions de familles qui attendent la réforme agraire dans des campements du MST¹².
- 16 Le mépris qui légitime l'élimination des Sans terre relève, nous l'avons vu, d'une pratique ancienne ; d'un *modus vivendi* des propriétaires terriens. L'anthropologue Darcy Ribeiro a étudié les caractéristiques du peuple brésilien et il note que, selon les classes aisées, les pauvres n'ont pas de véritable humanité, ce qui peut expliquer la brutalité des premières :
 Il faut vivre dans un *engenho*, *fazenda*, *seringal*, pour pouvoir sentir le niveau de distance avec lequel un maître ou son intendant agit envers ses subordonnés. Le maître et son intendant manifestent un total manque d'intérêt pour le destin de leurs auxiliaires en tant que sujets. En fait, ils ne pensent pas que ces derniers peuvent, eux aussi, avoir des aspirations. Ils ne reconnaissent pas que ces êtres sont, eux aussi, épris de dignité humaine (Ribeiro 1995, 216).

- 17 De manière systématique, sans relâche, avec l'appui d'une grande partie de l'Église et des institutions internationales, les « Sans terre » poursuivent une lutte politique et pacifique malgré la violence dont ils sont victimes.

BIBLIOGRAPHIE

- Amado, Jorge. 1996 [1942]. *Terras do sem fim*. Rio de Janeiro : Record.
- Bleil, Susana. 2009. « Engagement corps et âmes. Vies et luttes des Sans terre dans le Sud du Brésil ». Thèse de doctorat en sociologie. Paris : EHESS.
- Bleil, Susana. 2012. *Vie et luttes des Sans terre au sud du Brésil*. Paris : Karthala.
- Bruno, Regina. 1997. *Senhores da terra, senhores da guerra. A nova face política das elites agroindustriais no Brasil*. Rio de Janeiro : Forense universitária.
- Comissão Pastoral da terra. 2017. « Conflitos no Campo Brasil ». Disponible sur : www.cptnacional.org.br (consulté le 21 août 2018).
- Flexor, Georges & Sergio Pereira Leite. 2017. « Land Market and Land Grabbing in Brazil during the Commodity Boom of the 2000s ». *Contexto Internacional* 39 (2) : 393-420.
- Rezende Figueira, Ricardo. 1994 [1992]. *Terres violentes du Brésil. Chroniques de Rio Maria*. Paris : Karthala. [traduit du portugais par Charles Antoine, *Rio Maria. Canto da terra*. Petrópolis : Vozes].
- Ribeiro, Darcy. 1995. *O povo brasileiro : a formação e o sentido do Brasil*. Rio de Janeiro : Companhia das Letras.
- Prado Jr., Caio. 1986 [1942]. *Formação do Brasil contemporâneo*. São Paulo : Brasiliense.
- Romão, Lucília Maria Sousa. 2003. « O receituário do extermínio ». Disponible sur : https://www.resistir.info/brasil/receituario_do_exterminio.html#panfleto (consulté le 16 août 2018).
- Torres, Mauricio, Juan Doblaz, & Daniela Fernandes Alarcon. 2017. *Dono é quem desmata : conexões entre grilagem e desmatamento no sudoeste paraense*. São Paulo : Urutu-branco ; Altamira : Instituto Agrônômico da Amazônia. Disponible sur : <http://pdrsxingu.org.br/site/publicacoes> (consulté le 21 août 2018).

NOTES

1. Disponible sur : https://www.resistir.info/brasil/receituario_do_exterminio.html#panfleto (consulté le 21 août 2018). Nous avons pris connaissance de ce document à travers l'analyse réalisée par Lucília M. S. Romão, professeur à l'Université de São Paulo (USP). Ce texte a également été publié sur le site internet du MST (www.mst.org). Selon ces deux sources, le tract a été distribué à la population de São Gabriel le 17 juin 2003. Le mois suivant, l'hebdomadaire de diffusion nationale *Época* mentionne dans ces pages qu'un « pamphlet apocryphe distribué dans la région de São Gabriel appelle la population à jeter de l'essence sur les rats ». Alexandre Mansur, « MST : eles querem a revolução » *Época*, n° 268, 7/7/2003, p. 34-42. Pour une analyse

complète du discours employé dans ce tract (Bleil 2009, 41-54 ; Bleil 2012, 29-38). Toutes les traductions des discours, des ouvrages et des documents en portugais sont de l'auteur, sauf mention explicite.

2. Le propriétaire, Alfredo Southall, avait une dette d'environ 5 millions d'euros envers le gouvernement brésilien.

3. En novembre 2005, Rolf Hackbrat, alors président de l'INCRA, participe au colloque *Réforme agraire et recomposition des liens sociaux au Brésil*, qui s'est tenu à Paris, à l'Ehess. À cette occasion, il déclare publiquement que l'institution qu'il préside n'est pas en mesure de remplir ses attributions. Il dénonce le « pouvoir absolu » des juges, leur rôle dans la concentration de la terre, empêchant la population plus pauvre d'y accéder. En outre, il sollicite l'aide de la communauté scientifique pour dénoncer cette situation.

4. Les journaux de l'époque traitent du sujet en analysant cette procédure comme la première défaite de Lula.

5. Habitants de *quilombos*, descendants des communautés d'esclaves marrons de la période coloniale.

6. Paysans qui occupent des terres et les cultivent sans titre de propriété officiel.

7. Nom donné aux personnes installées sur des terres redistribuées.

8. La CPT établit une liste des massacres : Colniza, Mato Grosso : 9 victimes ; Vilhena, Rondônia : 3 victimes ; Pau d'Arco, Pará : 10 victimes ; Lençóis, BA : 7 victimes. Depuis 1985, 1 904 personnes ont été assassinées en milieu rural, au cours de 1 438 conflits. 6 massacres ont eu lieu durant l'année 1987. Seuls 113 cas ont été jugés, soit 8 % du total.

9. Le Ministère public (MP) est un système judiciaire parallèle et indépendant de la magistrature. Les agents du ministère public sont des juges comparables aux juges ordinaires. Son but est de garantir le droit à l'égalité devant la loi, ainsi que le strict respect des lois à la lumière des principes démocratiques.

10. Entretien réalisé en avril 2018 et publié le 08/05/2018. Disponible sur : <https://www.cptnacional.org.br/publicacoes-2/destaque/4349-entrevista-pau-d-arco-lamentavelmente-nao-sera-o-ultimo-diz-promotor-responsavel-por-denuncia-sobre-massacre> (consulté le 21 août 2018).

11. Tous les accusés ont déjà été entendus, de même que les témoins de l'accusation et de la défense. Le jugement devrait avoir lieu en 2019.

12. <https://cptnacional.org.br/publicacoes-2/destaque/4280-nota-publica-tristes-records-da-anti-reforma-agraria> (consulté le 24 septembre 2018).

RÉSUMÉS

Dans cet article, notre propos est d'analyser les conséquences de la destitution de la présidente Dilma Rousseff sur les populations pauvres en milieu rural. Nous verrons que la situation, qui était déjà précaire, est devenue alarmante, avec l'augmentation des assassinats et des « massacres » (assassinats de plus de trois personnes selon la définition de la Commission Pastorale de la Terre) entre 2016 et 2017.

Noosso objetivo neste artigo é de compreender quais são os efeitos da destituição da presidente Dilma Rousseff sobre as populações pobres do meio rural brasileiro. Veremos que a situação, que já era precária, tornou-se alarmante, com o aumento dos assassinatos e de massacres

(assassinatos de mais de três pessoas segundo a definição da Comissão Pastoral da Terra) entre 2016 e 2017.

This paper examines the impact of President Dilma Rousseff's impeachment on the poor rural population in Brazil. It shows that the already precarious situation has deteriorated alarmingly with the increase of murders and massacres (murdering of three people or more according to the definition of the Pastoral Land Commission) in 2016 and 2017.

INDEX

Keywords : violence, rural areas, Landless, Brazil

Palavras-chave : violência, meio rural, massacre, Sem Terra, Brasil

Mots-clés : violence, milieu rural, massacre, Sans terre, Brésil

AUTEUR

SUSANA BLEIL

Susana Bleil est maître de conférences à l'Université du Havre, membre du Groupe de Recherche Identités et Cultures, et chercheuse associée au Centre d'études des mouvements sociaux (EHES).